

Il est difficile maintenant de se lancer dans les affaires. Tous les échelons du gouvernement mettent des bâtons dans les roues et les gens se découragent et ne veulent plus investir. Ils disent: «Si personne ne veut de mon argent, je m'adresserai ailleurs.» Un homme m'a arrêté dans une rue de Calgary en 1978 pour me dire: «Je suis tout à fait dégoûté de ce pays.» «Pourquoi?», lui ai-je demandé. Il m'a répondu: «J'ai essayé d'investir dans trois provinces. Je n'ai rencontré que des obstacles, des difficultés et des ennuis. Je suis donc allé investir \$100,000 aux États-Unis. J'ai \$200,000 de plus à investir, mais je ne placerai pas un cent dans ce pays tant que la situation ne changera pas.»

A quel genre de problèmes était-il confronté? Une des choses qu'il n'aimait pas était l'impôt sur les gains de capital. Cet impôt étouffe l'esprit d'initiative, freine l'expansion des entreprises et ruine les projets de retraite de gens qui ont passé leur vie à bâtir une industrie, une ferme ou une entreprise. Aujourd'hui, le gouvernement impose encore la moitié de chaque cent de bénéfice réalisé lors de l'expansion ou de la vente d'une entreprise. Combien de centaines de Canadiens sont chômeurs aujourd'hui à cause de l'impôt sur les gains de capital?

Considérons les sommes énormes qui sont tirées de l'impôt sur les gains en capital et les crédits qui sont affectés au bien-être des chômeurs. Je n'hésite aucunement à dire que le gouvernement ferait très bien d'abolir cet impôt sur les gains en capital. Si un marchand de bois voulait agrandir son entreprise, si un père tenait à léguer un héritage à ses enfants ou un travailleur à économiser pour la retraite, ces personnes seraient incitées à le faire. Aujourd'hui, il n'existe rien de tout cela et de nombreuses personnes qui comptaient prendre leur retraite à 65 ou 70 ans ne le font pas à cause de cet impôt. Entre temps, elles maintiennent leur entreprise au minimum, juste assez pour gagner leur vie. Par contre, si elles pouvaient vendre cette entreprise à un jeune ou à quelqu'un qui voudrait la faire progresser, cela créerait plus d'emplois et augmenterait ainsi la production. Parfois, nous oublions que pour développer notre économie, nous devons accroître notre production. C'est grâce à la production que tout marche bien. Sinon, nous serons obligés de nous serrer la ceinture.

Les chômeurs, eux aussi, méritent un niveau de vie décent; ils y ont droit. Il est important de créer des emplois pour la population. Donnons du travail à ceux qui veulent travailler et abolissons ces obstacles qui, aujourd'hui, empêchent les entreprises de prendre de l'expansion. Si les barrières sont abattues, comme les taux d'intérêt élevés par exemple, notre économie en profitera énormément. Voyez quelles répercussions les taux d'intérêt élevés ont sur le bâtiment, ils nuisent à la construction domiciliaire, et par conséquent, des emplois sont éliminés.

● (1620)

Il y a plusieurs jours que je veux poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray), mais malheureusement, on ne m'a pas donné la parole. Je voudrais

Assurance-chômage—Loi

savoir quel taux d'intérêt on fait payer au Mexique sur les facilités de crédit de 25 millions de dollars qui lui ont été consenties il y a quelques semaines? On nous a en effet annoncé dans un communiqué de presse que nous allions prêter de l'argent à ce pays, mais sans préciser le taux d'intérêt. Mon adjoint a donc téléphoné sur ces entrefaites au ministère pour se renseigner, et quelqu'un lui a répondu que c'était confidentiel et qu'on ne pouvait pas le lui dire.

Pourquoi pas? C'est l'argent de nos concitoyens que nous prêtons et ce sont eux qui seront responsables de ces facilités de crédit. Depuis quand refuse-t-on de renseigner les députés sur les taux d'intérêt? Est-ce parce que ce taux est semblable à celui du prêt qui a été consenti l'autre jour et qui a défrayé la chronique? Est-ce un taux nul ou un taux de 3 p. 100, alors que nos concitoyens doivent payer pour leur part 12 p. 100, voire davantage? Si nous pouvons accorder des prêts à des taux relativement peu élevés aux autres pays, il doit bien y avoir moyen d'en faire autant pour permettre à nos concitoyens de se payer des maisons et à nos chômeurs de trouver du travail.

Je ne demande pas au ministre de me dire que cela ne peut pas se faire. Je lui demande de trouver des moyens de le faire. Voilà la position énergique qu'un gouvernement moderne devrait adopter. Il n'est pas là pour nous dire que nous ne pouvons le faire, ni que cela ne s'est jamais fait, mais il est là pour qu'on dise qu'on devra trouver un moyen de le faire. Je suis convaincu que lorsqu'on veut, on peut. Je me demande combien de députés ont jamais été en chômage pour une assez longue période. Dieu merci, je ne l'ai jamais été, mais j'appartenais à une famille qui comptait dix membres. Mon père avait bien du mal à nous nourrir tous. La situation était déjà assez pénible lorsqu'il travaillait, mais quand il était sans emploi pendant plusieurs semaines ou plusieurs mois, je voyais ma mère vieillir à vue d'œil. Elle se demandait comment elle arriverait à régler l'épicier. Nous ignorions d'où viendrait l'argent. Jusqu'à un certain point, je suis content d'avoir connu cela, car je suis maintenant en mesure de comprendre la réaction des chômeurs, de leurs femmes et de leurs enfants. Ils ignorent où ils trouveront à manger.

Une voix: Ils devront manger du saucisson de Bologne.

M. Taylor: Selon un député, ils devront manger du saucisson. Je tiens à lui faire remarquer que de nos jours un bon nombre de nos chômeurs n'en ont même pas les moyens; le saucisson de Bologne n'est plus bon marché.

Une voix: Sauf ici.

M. Taylor: Sauf peut-être à la Chambre des communes où on nous en débite parfois de bons morceaux, mais du genre qui ne se mange pas. Il serait peut-être bon que certains députés fassent l'expérience du chômage pendant quelque temps et sentent ce que c'est que la faim. Peut-être alors éprouveraient-ils plus de sympathie pour ceux qui sont en chômage aujourd'hui et redoubleraient-ils d'effort pour leur donner des emplois, car la plupart d'entre eux veulent travailler.